

# Le cardinal Monsengwo, un « joker » face à Kabila

**Laurent Monsengwo, 78 ans, homme fort de l'Église catholique congolaise, monte au front contre le pouvoir. Il pourrait s'ériger en figure de proue de la société civile.**

**L**a société civile, combien de divisions aligne-t-elle ? La classe politique, depuis le décès d'Étienne Tshisekedi, quel leader incontestable, capable de faire descendre les foules dans la rue, peut-elle présenter ? Les pressions internationales, que signifient-elles ? Avec le soutien de la Chine, de la Russie, des voisins africains et peut-être de la France, il y a moyen de contrer les opposants, d'autant plus que les États, quels qu'ils soient, ont plus d'intérêts que de principes...

Sur le « terrain de jeu » congolais, voici quelques semaines encore, Joseph Kabila, longtemps sous-estimé et enfin révélé dans sa vraie dimension, était incontestablement le plus fort. Arrivé au pouvoir en janvier 2001, il s'était révélé un bon élève de Mobutu, lui-même disciple de Machiavel : capable de diviser une classe politique vulnérable, comptant sur l'efficacité de ses services de renseignement et la capacité de répression de ses forces de sécurité. Tablant sur la bonne volonté des évêques congolais qui s'étaient proposés comme médiateurs, il avait même cru, avec eux aussi, pouvoir jouer au plus malin, retarder autant que possible les échéances électorales et ne pas tenir ses promesses de libération des détenus politiques.

## Rôle social

Ayant grandi en Tanzanie, Joseph Kabila, malgré une épouse très croyante, aurait-il sous-estimé la capacité de mobilisation de l'Église catholique, la puissance de ses réseaux associatifs, de ses relais internationaux ? N'aurait-il pas mesuré le fait que dans ce pays où l'État incarne plus l'extorsion et la contrainte que le bien commun, c'est l'Église catholique, aux côtés des autres confessions religieuses, qui assure une grande part des services sociaux, de l'enseignement, de la santé ?

Avoir donné à la conférence épiscopale le sentiment d'avoir été flouée après l'accord de la Saint-Sylvestre a représenté une erreur politique qui n'a pas pu être corrigée par la publication de la loi électorale. Mais il y eut pire : avoir porté la violence à l'intérieur des églises – gaz lacrymogènes, tirs à balles réelles et à bout portant sur des chrétiens en prière, arrestations – ressemble fort à une erreur fatale.

Car face au rusé président, poussé à la faute par la manifestation des laïcs chrétiens, le 31 décembre dernier, l'Église a sorti son joker, et il est de

taille : monseigneur Monsengwo est monté en ligne. Le cardinal de Kinshasa, indigné par les violences, n'a pas mâché ses mots : « barbarie », « men songes systématiques », « brutalités policières ». Avec une conclusion accablante, qui vise peut-être toute la classe dirigeante congolaise : « que les médiocres dégagent ».

Le pouvoir a beau démontrer que le prélat avait rencontré à Bruxelles des chefs de l'opposition (dont Moïse Katumbi) et suggérer qu'il y aurait eu manœuvre concertée, rien n'y fera : au Congo comme à Rome, le jugement de Laurent Monsengwo Pasinya sera considéré comme parole d'Évangile et il fera date.

En effet, l'archevêque de Kinshasa est à la fois un très haut dignitaire de l'Église catholique et une figure marquante de la vie politique congolaise.

Originaire du Bandundu, Laurent Monsengwo, 78 ans, part pour Rome après ses études au grand séminaire de Kabwe et obtient un doctorat en Écriture sainte à l'Institut biblique pontifical. Intellectuel de haut niveau, il maîtrise le latin, le grec mais aussi l'hébreu, l'araméen et d'autres langues anciennes. Nommé évêque auxiliaire à

Inongo puis archevêque à Kisangani, cet aristocrate de l'Église ne sillonnera pas beaucoup les brousses abandonnées et les paroisses rurales car en 1984 déjà, il est élu président de la conférence épiscopale du Zaïre. Après qu'en 1991 le président Mobutu a décrété la fin du parti unique, la Conférence nationale souveraine sera l'occasion d'un immense « examen de conscience » national au cours duquel s'exprimeront toutes les forces vives de la nation. Voix nasillarde et timbre assuré, « Monseigneur » est élu président de la CNS – Conférence nationale souveraine – dont il dirige les travaux avec autorité. Alors que le président Mobutu, assailli par les critiques, perd peu à peu le contrôle de la situation, qu'Étienne Tshisekedi, élu Premier ministre, refuse d'assumer ses responsabilités et multiplie les manœuvres dilatoires, l'évêque de Kisangani semble être la seule personne sensée de cette fin de règne. Prudent, il refuse même de publier les conclusions des commissions consacrées aux « biens mal acquis » et aux assassinats. Son sens de l'État lui vaudra, de 1992 à 1996, d'être président du Haut-Conseil de la République, érigé en Parlement de transition.

La fin du président Mobutu semble

alors inéluctable : le « Guide » est miné par le cancer, il est incapable de faire face à l'avancée des troupes rebelles qui progressent inexorablement vers Kinshasa. Dans une ultime tentative, la France proposera même que l'évêque de Kisangani se voie confier, provisoirement, les rênes de l'État, mais il est trop tard : le 17 mai 1997 les rebelles entrent dans Kinshasa, Mobutu s'enfuit,

Laurent Désiré Kabila devient président, une page est tournée.

Serein, monseigneur Monsengwo retourne à ses charges ecclésiastiques, à son diocèse, puis il est élu président du symposium des conférences épiscopales d'Afrique et de Madagascar et vice-président de Pax Christi. Il déclarera plus tard : « Je n'envie pas le pouvoir politique... Si je le voulais, je l'aurais pris en 1997, avec la chute de Mobutu, mais je ne l'ai pas fait car mon pouvoir ecclésiastique est mille fois supérieur au pouvoir politique. »

De fait, l'Église catholique a besoin de cet intellectuel brillant, de cet homme d'expérience qui n'a cependant jamais rejoint la théologie de la libération et Benoît XVI, lors du consistoire du 20 novembre 2010, l'élève au rang de cardinal.

A cette occasion, on mesure combien le pouvoir de Kinshasa mesure mal le fonctionnement de l'Église : dans un premier temps, par des manœuvres de coulisses, la présidence tente d'influencer la diplomatie vaticane afin d'empêcher la promotion de cet homme jugé trop proche des anciens de l'UDI (union des démocrates indépendants), des conservateurs. Cette tentative s'étant soldée par un échec prévisible, elle est remplacée par les grandes orgues : à grands frais, une importante délégation est envoyée à Rome pour célébrer l'événement et par la suite, le nouveau prince de l'Église sera accueilli en grande pompe à Kinshasa.

Discret sur le plan politique, le cardinal Monsengwo poursuit son ascension au sein de l'Église catholique : il participe au conclave qui élit le pape François en 2013 puis, en signe de confiance, ce dernier le choisit pour représenter l'Afrique au sein d'un groupe de huit prélats chargés de l'épauler dans la réforme de la Curie romaine.

## Au courant de tout

Malgré ses responsabilités au sein de l'Église, le cardinal de Kinshasa demeure l'un des hommes les mieux informés du pays : il rencontre régulièrement

ment les évêques des autres diocèses et des 160 paroisses de Kinshasa remontent toutes les informations de la base. Il n'ignore rien des carences de l'Etat, des coupures d'eau et d'électricité, des hôpitaux défaillants, des écoles dont les élèves sont chassés s'ils ne peuvent payer le minerval. Il sait que la violence a déplacé quatre millions de citoyens et que, plus que jamais, le Congo ressemble au Zaïre de Mobutu, « *un pays où tout se vend et tout s'achète* ».

Mais le cardinal sait aussi qu'à l'abri des églises se rassemble la nouvelle gé-

nération. Des jeunes qui refusent la corruption du système, qui luttent pour le changement et qui réagissent au quart de tour lorsque la conférence épiscopale déclare, après l'échec des négociations, que les citoyens devront « *se prendre en charge* » et qu'un « plan B » sera mis en œuvre.

Nous y voilà. Longtemps préparé dans l'ombre, le mouvement « Telema Ekoki » (Mettez-vous debout) est désormais lancé et l'appel des laïcs n'est que la face visible d'une vague de fond qui secoue le pays et qui pourrait dé-

boucher sur une « transition sans Kabila », c'est-à-dire un pouvoir intérimaire. Pour diriger cette « TSK » qui se traduirait par de nouvelles tractations politiques, le temps d'organiser de futurs scrutins, plusieurs noms sont cités, dont celui du docteur Mukwege ou de l'archevêque de Kinshasa. Reste à savoir si ces hommes d'expérience sont réellement tentés par cette aventure à hauts risques et ne préféreront pas préserver une posture morale qui les place au-dessus de la bataille... ■

COLETTE BRAECKMAN

## SOLIDARITÉ

### Le soutien des protestants

Alors que le Comité de concertation des laïcs chrétiens a appelé à une nouvelle manifestation le 21 janvier prochain, les positions de l'Eglise catholique ont obtenu un renfort inattendu. Célébrant le 17<sup>e</sup> anniversaire de l'assassinat du président Laurent Désiré Kabila, le pasteur protestant François David Ekofo, s'exprimant face à tous les dignitaires du régime dans la cathédrale du Cinquantenaire, a tenu des propos ressemblant à ceux du cardinal Monsengwo. Il a demandé aux dirigeants « *de léguer à nos enfants un pays où l'Etat existe réellement* » et jugé inadmissible « *le fait de dépenser le peu de devises que le pays possède pour importer de la nourriture alors que seuls 10 % des terres potentiellement arables sont exploitées* ». Il a aussi suggéré au chef de l'Etat de « *passer le bâton à un autre* ».

La télévision nationale, qui retransmettait la cérémonie, a interrompu ses émissions.

C. B.